

des cinq années 1922 à 1926. Chaque item des recettes ou déboursés a été classifié sous un en-tête approprié et suivant une terminologie uniforme. Cette revue occupe les pages 860-867, Annuaire de 1927-28, et donne les recettes et dépenses ordinaires de chaque gouvernement provincial de 1922 à 1926. Ces états permettent de se rendre compte des montants reçus et dépensés chaque année, de leur provenance ou de leur fin, suivant le cas, et pour chaque province et pour toutes les provinces collectivement. On trouve dans l'Annuaire de 1921, pp. 700-705, les chiffres correspondants de 1916 à 1920, et dans l'Annuaire de 1922-23, pp. 813-815, ceux de 1921.

En 1927 il a été décidé de procéder à une analyse plus approfondie des finances des provinces couvrant les dépenses et recettes extraordinaires aussi bien que les ordinaires. C'est un travail offrant des difficultés considérables et les résultats n'étaient pas encore définitifs lors de la préparation de ces lignes.

**Recettes et dépenses ordinaires.**—Pendant leur dernier exercice financier dont on possède les chiffres définitifs, terminé en 1928, le revenu ordinaire des neuf provinces s'est élevé à la somme de \$168,109,505, comparativement à \$156,845,780 en 1927, \$146,450,904 en 1926, \$132,398,729 en 1925, \$127,896,047 en 1924, \$117,738,244 en 1923, \$116,156,699 en 1922, \$102,030,458 en 1921, \$92,653,023 en 1920 et \$50,015,795 en 1916. La même année les dépenses ordinaires atteignaient \$165,538,910, comparativement à \$152,211,883 en 1927, à \$144,183,178 en 1926, \$136,648,242 en 1925, \$135,159,185 en 1924, \$132,671,095 en 1923, \$112,874,954 en 1922, \$102,569,515 en 1921, \$88,250,675 en 1920 et \$53,826,219 en 1916. Ainsi, dans le court espace de douze ans, les revenus ordinaires des provinces se sont accrus de 236 p.c. en même temps que leurs dépenses ordinaires augmentaient de 208 p.c.

Entre toutes les provinces, l'Ontario possédait en 1928 les revenus les plus élevés, soit \$58,426,983, le Québec venant ensuite avec \$34,807,783 et la Colombie Britannique troisième, avec \$20,939,123. Au regard des dépenses de la même année, l'Ontario tient encore la tête avec \$58,198,746, suivi du Québec avec \$32,821,226 et de la Colombie Britannique, avec \$20,215,655. En 1927, la province la plus imposée fut la Colombie Britannique, qui préleva \$35.92 par tête de sa population; au bas de l'échelle se place l'Île du Prince-Édouard, avec \$11.98.<sup>1</sup>

**Accroissement de la taxation provinciale.**—Autrefois, les subsides du gouvernement fédéral, s'ajoutant aux revenus que les provinces tiraient de leurs ressources naturelles et aux émoluments perçus pour certains services rendus aux citoyens, couvraient à peu près la totalité de leurs dépenses, supprimant dans la plupart des provinces la nécessité de toute taxation; mais cet état de choses s'est complètement transformé depuis le commencement du siècle, en raison de l'essor pris par les attributions gouvernementales. Malheureusement, on ne possède pas les chiffres de la taxation provinciale antérieurement à 1916, mais les analyses opérées par le Bureau Fédéral de la Statistique révèlent qu'en 1916 cette taxation se limitait à \$15,718,146, tandis qu'en 1928 elle atteint \$91,788,891, ayant presque sextuplé en douze ans.

La vulgarisation de l'automobile tant pour les affaires que pour les loisirs devient frappante en face de l'expansion des revenus provenant des licences et permis émis par les gouvernements provinciaux. En 1921, les revenus de toutes les provinces dérivant de l'automobile étaient de \$7,857,751. Ils montaient à \$9,290,900 en 1922; à \$10,842,525 en 1923; \$11,944,242 en 1924; \$13,020,607 en 1925; \$15,288,138 en 1926; \$15,822,339 en 1927; et \$18,980,716 en 1928.

<sup>1</sup>Des rapports statistiques détaillés ont été publiés sur les finances des gouvernements provinciaux de 1923, 1924, 1925 et 1926. On peut les obtenir du Bureau Fédéral de la Statistique.